

COMMUNE DE KONGOUSSI INDICATEURS CLÉS

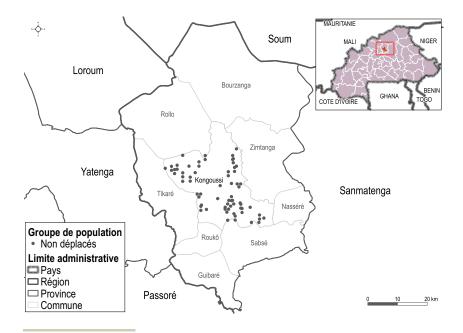
MSNA

Janvier 2023 Burkina Faso

CONTEXTE - Plus de 3,5 millions de Burkinabè font face à des besoins humanitaires à la suite de la crise sécuritaire qui affecte le pays depuis 2015. Parmi les 13 régions du pays, 6 sont plus particulièrement affectées par la crise (Boucle du Mouhoun, Centre Nord, Est, Nord, Sahel, Centre-Est), avec une situation humanitaire en constante dégradation et une rapide augmentation du nombre de personnes déplacées internes (PDI). Ainsi, on dénombrait 1 902 150 PDI selon le CONASUR au 30 avril 2022¹. En plus de l'augmentation des besoins humanitaires liée à ce phénomène de déplacement interne², on observe également que de nombreuses personnes non déplacées se trouvant dans les localités d'accueil montrent aussi des besoins d'assistance humanitaire, notamment parce que leur système socioéconomique habituel et leur capacité d'accès aux services de base ont été perturbés par la crise.

Afin de fournir aux acteurs humanitaires un aperçu global des besoins pour l'ensemble de la population du territoire, REACH a réalisé une enquête ménage sur l'ensemble du pays en collaboration avec le Groupe de coordination inter-cluster (ICCG). Les données quantitatives ont été recueillies en personne et par téléphone. La collecte de données s'est déroulée du 6 juin au 14 juillet 2022 dans les 13 régions ; 2 679 ménages déplacés et 3 049 non déplacés ont participé à l'enquête. Un échantillonnage aléatoire par grappe (niveau de confiance de 90% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé pour les ménages non déplacés dans les zones accessibles ; et un échantillonnage non-probabiliste par quotas pour les ménages non déplacés dans les zones inaccessibles et pour les ménages déplacés. Un pilote a été réalisé dans une commune, afin de récolter des données à un niveau granulaire plus fin. Au total, 114 ménages non déplacés ont participé à l'évaluation dans la commune de Kongoussi. Cette fiche d'information fourni un aperçu des résultats obtenus sur certains indicateurs clés de l'évaluation dans cette commune. Les termes de références incluant le détail de la méthodologie de la MSNA sont disponibles <u>ici</u>.

COUVERTURE DE L'ÉCHANTILLON



DÉFIS ET LIMITES

[Accès] Accès physique limité dans les zones considérées comme inaccessibles à cause de la situation sécuritaire. Certains entretiens ont dû être réalisés par téléphone, ce qui augmente le risque de fatigue.

[Sélection] De plus, il est possible que la réalisation d'entretiens par téléphone exclut de fait des ménages qui auraient potentiellement pu être sélectionnés pour cette évaluation.

[Sensibilité] Certains sujets considérés comme sensibles (santé mentale, protection, violences, etc.) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

[Langage] La traduction du questionnaire d'enquête du Français vers les langues locales régionales peut potentiellement avoir entraîné des erreurs et négativement affecter la qualité des données.

RÉSULTATS PRINCIPAUX

Depuis janvier 2019, la commune de Kongoussi a accueilli de nombreuses personnes déplacées internes (PDI), arrivées massivement du nord du pays pour fuir les violences perpétrées par les groupes armés au niveau de la zone dite des "trois frontières". Ces installations se sont opérées principalement au sein du tissu urbain de la ville, et dans les zones périphériques proches³. Dans ce contexte, la pression au niveau des services et des infrastructures sociocommunautaires de base s'est fortement accentuée. Pour l'accès aux points d'eau, en particulier, les barrières rapportées étaient liées au faible débit ainsi qu'au temps d'attente trop long. Cette pression pourrait par la suite entraîner des

tensions entre les utilisateurs. Par ailleurs, l'accès aux marchés semblait préoccupante puisque seulement 1% des ménages enquêtés rapportait avoir accès à un marché fonctionnel, alors même que la principale source de nourriture restait les achats (90%). Compte tenu des restrictions de mouvements rapportées pour les déplacements entre les communes, les ménages n'auraient pas la possibilité de s'approvisionner auprès d'autres marchés de la zone. Les besoins prioritaires rapportés par les ménages étaient d'ailleurs liés en majorité à la sécurité alimentaire (66%) et l'accès à des intrants et du matériel agricole (13%).

DÉMOGRAPHIE

Genre des personnes interrogées⁴

† 91% **†** 9%

% de ménages ayant rapporté qu'au moins un membre du ménage a une limitation fonctionnelle forte ou complète⁵



Âge moyen des personnes interrogées :

45

Taille moyenne du ménage (en nombre d'individus) :

7

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

ÉCHELLE DE LA FAIM DU MÉNAGE (HHS)

% de ménages par catégorie de la faim (HHS)⁶

Peu ou pas faim dans le ménage 96%
Faim modérée dans le ménage 4%
Faim sévère dans le ménage 0%

% de ménages ayant subi une période de 24 heures sans aucune nourriture à manger

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



La plupart des ménages (96%) a rapporté qu'aucun membre n'avait **dormi affamé** au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Par ailleurs, **5%** des ménages ont rapporté avoir subi une période sans aucune nourriture à manger rarement (1 à 2 fois) dans les 30 jours précédant la collecte de données.

INDICE RÉDUIT DES STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (RCSI)

Moyenne du nombre de jours où le ménage a du

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données

consommer des aliments moins préférés et moins chers

emprunter des vivres ou solliciter l'aide d'un ami ou d'un parent 0,5

réduire les quantités consommées par les adultes pour 0,3 nourrir les enfants

diminuer la quantité consommée 0,3 pendant les repas

% de ménages par niveau d'indice réduit des stratégies de subsistance (rCSI)⁷

Au cours des 7 jours précédant la collecte de données



PRODUCTION AGRICOLE ET CHOCS

74%

des ménages ont rapporté avoir fait face à un choc ayant réduit leurs capacités à obtenir de l'argent ou de la nourriture

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des chocs rapportés par les ménages (% de ménages)

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données. Les ménages pouvaient séclectionner plusieurs options de réponse.

- 1 Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (63%)
- Prix anormalement élevés du carburant / transport et autres prix non alimentaires (49%)
- 3 Revenus réduits d'un membre du ménage (21%)

MOYENS DE SUBSISTANCE

INDICE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUSBISTANCE (LCSI)

% des ménages ayant du

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Dépenser leur épargne (Stress)	43%
Vendre plus d'animaux (Stress)	41%
Consommation de semences (Crise)	12%
Réduire les dépenses (éducation, santé) (Crise)	9%

% de ménages par niveau d'Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)⁸

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



SOURCES DE NOURRITURE ET DE REVENUS

% de ménages par première source de revenus (les plus rapportées)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Agriculture (et vente de produits agricoles)	39%
Élevage (et vente de produits d'élevage)	21%
Transformation de produits naturels	17%
Travail salarié ou fonctionnaire	6%
Petits métiers et artisanat	5%

% de ménages par première source Sources de nourriture rapportées par les ménages (% des ménages)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

- 1 Achat de nourriture (90%)
- 2 Propre production (10%)

ACCÈS AUX MARCHÉS

1%

des ménages a rapporté avoir accès à un marché fonctionnel (accessible, abordable et bien approvisionné)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Top 3 des caractéristiques rapportées des marchés dans la zone (% des ménages)

Marché accessible, mais les prix sont trop élevés	78%	
Marché accessible, mais non correctement approvisionné en biens non alimentaires	9%	
Marché accessible, mais non correctement approvisionné en biens alimentaires	7%	

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

30%

des ménages ont rapporté avoir eu des difficultés d'accès à l'eau

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Top 3 des sources d'eau pour boire rapportées par les ménages (en % des ménages)

- 1 Forage avec une pompe à motricité humaine (source améliorée) (57%)
- 2 Robinet public ou borne-fontaine (source améliorée) (32%)
- 3 Eau dans la concession (source améliorée (8%)

75% des ménages interrogés ont rapporté mettre moins de 15 minutes pour aller collecter de l'eau à leur source d'eau principale. En ce qui concerne le temps d'attente, 44% des ménages ont rapporté devoir attendre moins de 30 minutes à leur source principale de collecte, tandis que 30% ont rapporté une durée comprise entre 46 minutes et 3 heures. Les principales barrières évoquées par les ménages confrontés à des problèmes d'accès

à l'eau (30%) étaient faible débit, tarissement ou les coupures fréquentes (51%) et l'attente trop longue à cause de la grande affluence (30%). Toutefois, la quasi totalité des ménages ont rapporté avoir eu suffisamment d'eau pour couvrir leurs besoins pour boire (97%), cuisiner (93%) ou l'hygiène personnelle (86%) au cours des 30 jours précédant la collecte de données.

ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES SANITAIRES

14%

des ménages ont rapporté avoir pratiqué la défécation à l'air libre

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

% de ménages par problèmes d'accès à une installation sanitaire*

*Les ménages pouvaient séclectionner plusieurs options de réponse.

Manque d'installations sanitaires	47%	
Sales ou insalubres	28%	
Beaucoup d'usagers	26%	
Non séparation entre les hommes et les femmes	11%	

37% des ménages interrogés ont rapporté partager les infrastructures sanitaires utilisées avec 3 autres ménages, en moyenne. Le principal type d'installation utilisé par les ménages était les latrines traditionnelles avec dalle en béton (45) ainsi que les latrines dites SanPlat améliorées (30%). Bien que partagées,

il est à noter que la majorité des ménages interrogés (78%) ont rapporté que les installations utilisées étaient hygiéniques. Toutefois, 14% des ménages ont rapporté pratiquer la défécation à l'air libre, proportion passant à 55% pour les enfants de 1 à 5 ans.

HYGIÈNE

31%

des ménages ont rapporté ne pas avoir eu accès à un dispositif de lavage de mains

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données

(Top 5) Principaux moments de la journée pour se laver les mains rapportées par les ménages (en % des ménages)*

*Les ménages pouvaient séclectionner plusieurs options de réponse.

- 1 Avant de manger (97%)
- 2 Après avoir mangé (89%)
- 3 Après être allé au toilette (72%)
- 4 Avant de préparer les aliments (42%)
- 5 Après avoir travaillé (34%)

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRIS

% de ménages par type de problème de l'abri (les plus rapportés)

Aucun problème	73%
Fuites en cas de pluies légères	23%
Fuites en cas de fortes pluies	22%
Problèmes dans la structure causés par les termites	2%

Type d'abri rapporté par les ménages, par milieu (% des ménages)

- 1 Maison construites (99%)
- 2 Abris d'urgence (1%)
- 3 Abris de fortune (1%)

DOMMAGES SUR LES ABRIS

% de ménages par état de l'abris principal du ménage

Bon état	89%
Endommagé (pas de porte ou fenêtre mais présence de toît, ou usure graduelle)	11%

% de ménages par type de problèmes en termes de condition de vie à l'intérieur de l'abri principal*

*Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

- des ménages ont rapporté un manque d'intimité dans l'abris (pas de porte, pas de cloison)
- des ménages ont rapporté **ne pas se sentir en sécurité dans l'abris** (incapable de vérouiller la porte en toute sécurité, lumière insuffisante à l'intérieur ou à l'extérieur, sentiment général)
- des ménages ont rapporté ne pas être capable de **stocker l'eau correctement** (nombre insuffisant de contenants d'eau)

SANTÉ BESOINS EN SANTÉ

3%

des enquêtés ont rapporté un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins n'ayant pas été comblé

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Top 3 des besoins de soins de santé rapportés (% enquêtés)

- **1.** Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine comme une fièvre, une diarrhée, une toux (73%)
- 2. Consultation ou bilan de santé préventif (19%)
- 3. Services de santé prénatale ou post-natale (7%)

BARRIÈRES D'ACCÈS

2%

des ménages ont rapporté ne pas avoir eu accès à un service de santé fonctionnel Top 3 des barrières rapportées, le cas échéant, pour accéder à l'infrastructure de santé par les ménages qui ont rapporté un besoin de santé non satisfait (en % des ménages)

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

- 1 Pas de difficulté (86%)
- 2 Ne pouvait pas payer le coût des médicaments (7%)
- 3 Insécurité sur les chemins d'accès aux infrastructures de santé (5%)

La moyenne de temps de trajet pour accéder à l'infrastructure de santé pour les ménages était de 16 minutes. Les modes de déplacement pour accéder à l'infrastructure de santé les plus rapportés par les ménages étaient la moto-taxi ou moto privée (86%) et la marche (11%).

EDUCATION

SCOLARISATION ET BARRIÈRES D'ACCÈS

60%

des ménages ont rapporté que les enfants du ménage étaient inscrits dans une école formelle et fréquentaient régulièrement (au moins 4 jours par semaine)

Au cours de l'année scolaire 2021-2022

Top 3 des barrières à l'éducation rapportées par genre (% des ménages)

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant rapporté qu'au moins un des enfants n'avait pas fréquenté régulièrement l'école. Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

Garçons

- 1 Ecole non fontionnelle (50%)
- Insécurité (risque d'enlèvement sur le trajet de l'école) / les écoles sont trop éloignées / les enfants travaillent (25%)

Filles

1 Insécurité (risque d'enlèvement) (100%)

Garcone Fillos

Ecole non fonctionnelle / Pas suffisamment d'enseignants (50%)

% d'enfants qui ont fréquenté régulièrement l'école formelle, par âge et par sexe

	Garçons	1 11103
3 à 5 ans	3%	3%
6 à 12 ans	79%	73 %
13 à 17 ans	89%	95%

ABANDON

1%

des enfants ont abandonné l'école formelle

Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant des enfants en âge de scolarisation

Top 3 des raisons d'abandon de l'école (en % des ménages)*

- * Au cours de l'année scolaire 2021-2022 et parmi les ménages ayant rapporté qu'au moins un des enfants avait abandonné l'école
- 1 Les enfants veulent rester à la maison (75%)
- 2 Enfant bouleversé ou perturbé (50%)
- 3 Les écoles sont fermées en raison de l'inscurité (25%)

PROTECTION

PROTECTION GÉNÉRALE

38%

des ménages ont rapporté avoir craint de de subir un enlèvement

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données % de ménages qui ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements par type de restriction (les plus rapportées)

Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Entre communes	43%
Pas de restriction de mouvements	39%
Entre villages	38%
Entre provinces	29%

PROTECTION DE L'ENFANCE

% de ménages par raison principale pour la séparation des enfants (les plus rapportées)

A quitté la maison pour chercher du travail / pour travailler / parce que le ménage ne pouvait pas subvenir à ses besoins

A quitté la maison pour aller étudier 39%

A quitté la maison pour rester à l'école coranique

des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant du ménage ne vivait actuellement pas dans le ménage*

* Parmi les ménages ayant au moins un enfant

0,5% des ménages ont rapporté qu'au moins un enfant du ménage était marié*

* Parmi les ménages ayant au moins un enfant

2.5 Moyenne du nombre d'enfants séparés*

* Parmi les ménages ayant au moins un enfant séparé

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

55%

2%

79%

des ménages ont rapporté avoir connaissance des services de prise en charge des survivantes de VBG Top 3 des ressources vers lesquelles les ménages se tourneraient en cas d'incident de VB (en % des ménages)*

* Les ménages pouvaient sélectionner plusieurs options de réponse

- 1 Police (60%)
- 2 Leaders communautaires (53%)
- 3 Autorités traditionnelles (39%)

TERRES, LOGEMENTS ET PROPRIÉTÉ

71%

des ménages ont rapporté ne pas posséder de documents officiels pour leur logement d'occupation Modalités d'occupation des logements (en % des ménages)

Propriétaires 92%

Locataires 7%

Prêt ou don 1%

REDEVABILITÉ

BESOINS PRIORITAIRES ET MODALITÉS D'ASSISTANCE

% de ménages par modalité d'assistance préférée pour recevoir de l'assistance dans le futur :

Top 3 des besoins prioritaires rapportés par les ménages :

% de ménages par besoins prioritaires les plus couramment rapportés

En nature - nourriture	59%
Argent liquide	24%
Argent via "mobile-money"	17%







Sécurité alimentaire (66%)

Intrants agricoles ou matériels agricoles (13%)

Activités génératrices de revenus (11%)

12% des ménages ont rapporté avoir reçu une assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte de données. Au sein de ces ménages, la grande majorité n'a rapporté aucune barrière pour l'accès à l'assistance (82%) et s'est

dit satisfaite de l'assistance (82%). Toutefois, la principale raison d'insatisfaction rapportée était liée à la quantité de l'aide jugée insuffisante (100%) ou encore au retard dans la réception de l'aide (76%).

INFORMATIONS

% de ménages par moyen de communication privilégié pour recevoir de l'information sur l'assistance humanitaire (les plus rapportés)

Appels téléphoniques 56%

Radio 24%

En personne 10%

Top 3 des sources de confiance préférées rapportées pour recevoir de l'information (en % de ménages)

- 1. Leader communautaire (33%)
- 2. Travailleurs humanitaires (25%)
- **3.** Fonctionnaires du gouvernement (18%)

62% des ménages ont rapporté qu'au moins un membre avait accès à une couverture réseau mobile pour les appels et SMS, la plupart du temps. En matière de nature de l'information souhaitée, 44% des ménages ont rapporté vouloir des informations sur leur

localité de vie actuelle, y compris sur le plan sécuritaire, 38% des informations relatives à l'obtention de nourriture, et 10% des informations relatives à l'enregistrement pour l'obtention d'aide humanitaire.

RÉSULTATS CLES - COMMUNE DE KONGOUSSI | Burkina Faso

NOTES

- 1. Conseil National de Secours d'Urgence et Réhabilitation (CONASUR), <u>Situation des personnes déplacées internes</u> (PDI) au 30 avril 2022, avril 2022.
- 2. OCHA. Aperçu des besoins humanitaires, Burkina Faso, 2022.
- 3. REACH, <u>Évaluation territoriale de la commune de Kongoussi</u>, janvier 2021.
- 4. Tous les pourcentages présentés dans ce bulletin sont arrondis au pourcent le plus proche. Des divergences mineures dans les données et des pourcentages supérieurs à 100 peuvent donc apparaître.
- 5. Les limitations fonctionnelles sont définies dans le questionnaire du Groupe de Washington comme étant des difficultés: 1) à voir même si la personne porte des lunettes, 2) à entendre, même en utilisant des aides auditives, 3) à marcher ou à monter les escaliers, 4) à se rappeler certaines choses et à se concentrer, 5) à prendre soin de soi, à se laver ou à s'habiller, et 6) à communiquer dans une langue habituelle (d'usage), à comprendre les autres ou à se faire comprendre. Le Groupe de Washington, questionnaire détaillé, 2020.
- 6. Le HHS permet de mesurer la faim en représentant différents niveaux d'insécurité alimentaire. <u>FANTA, « Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et quide de mesure »</u>. Août 2011.
- 7. Le rCSI se base sur l'usage de stratégies de court terme pour la consommation alimentaire dans les 7 jours précédant l'évaluation. Il permet d'évaluer la quantité ou la suffisance de l'alimentation d'un ménage en posant des questions sur une sélection de mécanismes d'adaptation liés à l'alimentation. WFP, "The Coping Strategies Index: Field Methods Manual," 2nd edition, p. 17. January 2008.
- 8. L'utilisation de stratégies d'adaptation est une indication de difficultés pour un ménage de répondre à ses besoins. Le LCSI comprend une série de questions qui incluent entre autres les stratégies de crise ou d'urgence indiquées ci-contre. Pour chaque stratégie, il a été demandé au répondant si son ménage avait utilisé ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation ou épuisé ces mêmes stratégies aux cours des 12 mois précédant l'évaluation afin de répondre à ses besoins de base.



PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de coordination inter-cluster (ICCG)



FINANCÉE PAR:





AVEC LE SOUTIEN DE:





À propos de REACH: REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter: @REACH info.